Après le 17 octobre : dans les JT de TF1 et France 2, la télégénie du chaos

Par **Jérémie Younes**, **Pauline Perrenot**
23 octobre 2026

Jouer le maintien de l'ordre contre « le chaos » de la rue, au point d'abandonner le journalisme en rase campagne ? C'est le bilan que l'on peut dresser après avoir patiemment observé la manière dont les « 13h » et « 20h » de TF1 et France 2 ont rendu compte des mobilisations du 17 octobre et de ses suites. Analyse des six journaux télévisés diffusés les 17 et 18 octobre, pour un temps d'antenne cumulé, sur le sujet, de 2 heures, 56 minutes et 9 secondes (hors gros titres).

« *Madame, monsieur, bonjour, bienvenue dans ce journal intégralement consacré aux violences d'hier.* » Au 13h de TF1, le 18 octobre, Anne-Claire Coudray ne fait aucun mystère de la ligne éditoriale qui sera celle de la chaîne amiral du groupe Bouygues tout au long du week-end. Affrontements entre policiers et manifestants, mairies incendiées ou vandalisées, « *violences urbaines* », « *émeutes* », « *pillages* » en centres-villes, etc. : le répertoire des

De quoi reléguer les centaines de milliers de manifestants du 17 octobre à une note de bas de page ou à une mention en fin de sujet… Les 17 et 18 octobre, sur TF1 comme sur France 2, les rédactions des journaux télévisés ont accentué une tendance lourde de la grand-messe : dépolitisation de la mobilisation, invisibilisation des cortèges, des revendications des manifestants et de leurs organisations syndicales, sans oublier l'occultation quasi-totale des violences, des blessures graves et des mutilations infligées par la police.

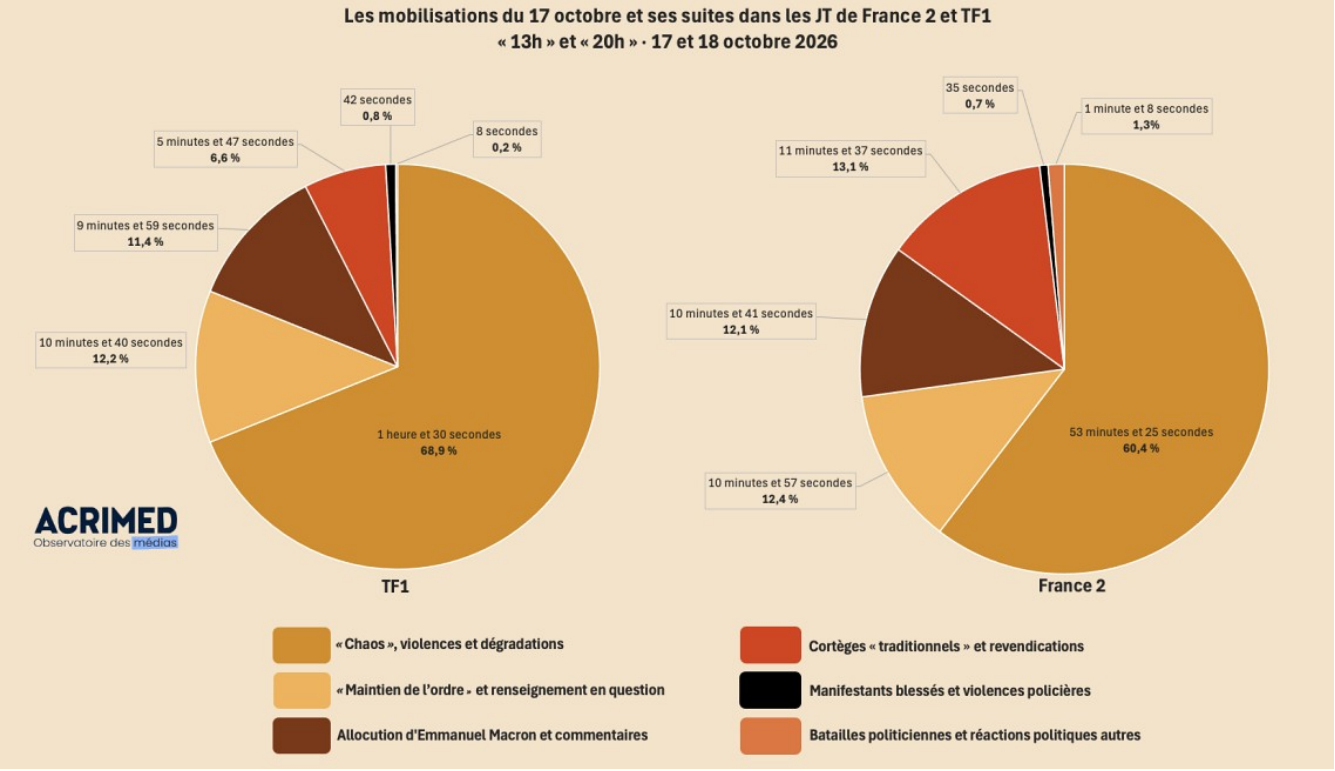
« *Éclipser* », « *étouffer* », « *occulter* »

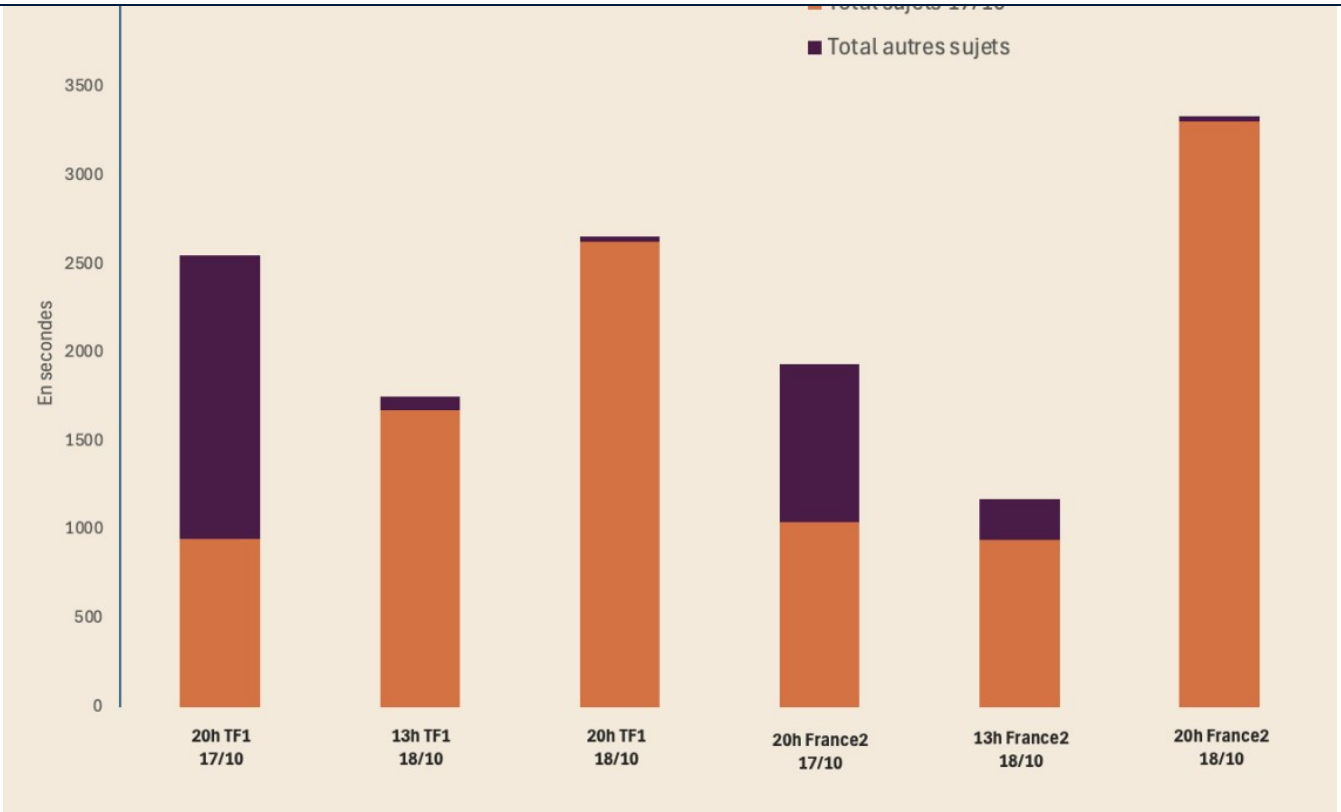
Sur un ton faussement contrit, les présentateurs ânonnent de JT en JT le même message automatique : « *Les cortèges d'hier qui ont rassemblé dans le calme plus de 550 000 personnes sont, eux, totalement éclipsés par la violence* » (Anne-Claire Coudray, 13h de TF1, 18/10). Comme si cette « éclipse » n'était pas un choix éditorial… La preuve ? Dans le JT en question, la rédaction de TF1 aura consacré 86,3% du temps d'antenne aux « *quartiers dévastés* » après une « *nuit d'émeute* » (8 sujets sur 9), auxquels s'ajoutent 12,8% dédiés à différents questionnements autour du « maintien de l'ordre » (1 sujet sur 9) : au total, 99,1% du JT a gravité ce jour-là autour des violences du 17 octobre. Les « *cortèges […] qui ont rassemblé dans le calme plus de 550 000 personnes* » ? 9 secondes, soit 0,4% du temps d'antenne. Qui « éclipse » quoi ?

Dans les cinq autres JT que nous avons observés, si la disproportion n'est pas toujours aussi spectaculaire, l'asymétrie est en revanche systématique. La catégorie « "Chaos", violences et dégradations » arrive toujours en tête, occupant 68,9% de l'antenne sur TF1 et même 81,1% si on lui adjoint la catégorie « "Maintien de l'ordre" et renseignements en question » – 60,4% et 72,5% aux journaux télévisés de France 2. L'information sur les centaines de

Ce bilan n'empêchera pas la journaliste Anne-Claire Coudray d'alerter ses téléspectateurs – « *Beaucoup craignent que les violences ne rendent les revendications totalement inaudibles* » (20h de TF1, 18/10) –, ni la présentatrice Leïla Kaddour-Boudadi de parler d'un « *message contre la vie chère […] étouffé* » (13h de France 2, 18/10), et encore moins Laurent Delahousse d'évoquer, dans le 20h du même jour, « *cette violence qui occulte […] les revendications exprimées par les lycéens et sur les questions de la vie chère* ». À nouveau : qui « étouffe » ? qui « occulte » ? qui « rend inaudible » ?

Réponses illustrées concernant les deux principaux JT du pays, à l'audience de masse, ayant rassemblé en moyenne plus de 5,5 millions (TF1) et près de 3,5 millions de téléspectateurs (France 2) sur la période observée, soit environ 9 millions de personnes cumulées [1].





Ces données statistiques soulignent en outre à quel point l'agenda et les cadrages – mais aussi, nous le verrons, les modes de traitement de l'actualité – sont tendanciellement identiques entre les journaux du puissant groupe privé et ceux du service public. Et ce, jusqu'aux gros titres annoncés par les présentateurs, grâce auxquels les téléspectateurs savaient d'emblée à quoi s'en tenir :

13h · 18 octobre	[GT1] « Le chaos . Une nuit d'émeutes » [GT2] « Limoges. L'hôtel de Ville part en fumée » [GT3] « Commerçants. Écœurés après les pillages » [GT4] « Violences urbaines. La police débordée »	[GT1] « Violences, pillages. La France sidérée » [GT2] « Débordements. Les forces de l'ordre dépassées ? » [GT3] « Manifestations du 17 octobre. Quelles suites à la mobilisation »
20h · 18 octobre	[GT1] « Week-end de violences. Emmanuel Macron s'exprime » [GT2] « Mairie incendiée à Limoges. Une ville sidérée » [GT3] «Commerçants. Écœurés après les pillages » [GT4] « Violences urbaines. Les forces de l'ordre débordées »	[GT1] « Destructions, pillages. La France sous le choc » [GT2] « Violences, colère sociale. Emannuel Macron prend la parole » [GT3] « Centres-villes dégradés. Les maires en première ligne » [GT4] « Commerces saccagés. La sidération des commerçants » [GT5] « Polémique. Les forces de l'ordre dépassées »

« Circulez ! »

Il est incontestable que les mobilisations du 17 octobre ont donné à voir un très haut degré de conflictualité sociale et des destructions matérielles d'ampleur, tout particulièrement dans les plus grandes métropoles. Cependant, le choix de braquer ses caméras uniquement sur cet aspect et de livrer une couverture à la fois dépolitisée et sensationnaliste des événements – de ce point de vue totalement alignée sur le prêt-à-penser gouvernemental, partagé par une large partie du champ politique –, alors même que des cortèges massifs ont déferlé dans tout le pays, demeure bel et bien une prise de position éditoriale hautement biaisée. Interpellé par des téléspectateurs, le médiateur de France Télévisions, Pascal Doucet-Bon, l'assume néanmoins de bout en bout (Franceinfo, 20/10) :

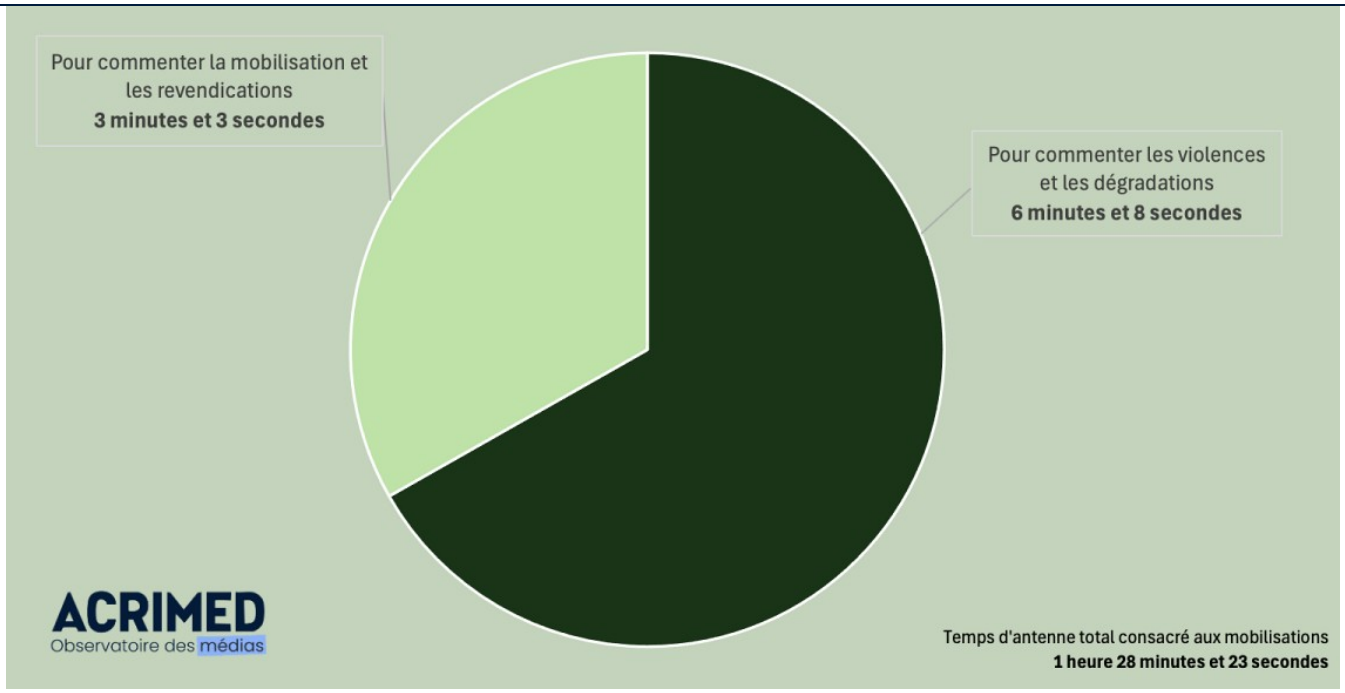
> **Pascal Doucet-Bon :** Le 17 octobre, j'ai interrogé les reporters les plus expérimentés. Ils sont unanimes : ils n'avaient pas connu un tel niveau de violences depuis les affrontements en marge d'une des manifestations de gilets jaunes, à Paris. À mon sens, le critère arithmétique ne peut dicter à lui seul l'équilibre d'une couverture. Le niveau rare de violence justifie cette proportion. Elle n'est pas, par ailleurs, représentative de l'ensemble de la couverture du mouvement social qui a débuté en septembre.

Ainsi, pour le médiateur de France TV, consacrer cinq fois plus de temps aux

vite que nous avions documenté la même tendance pour les journaux du 28 septembre au 1er octobre. Le directeur de la rédaction nationale de France Télévisions, Julien Duperray, pousse quant à lui le déni et l'autosatisfaction un cran plus haut au moment de décrire la ligne éditoriale supposément suivie par la télévision publique :

> **Julien Duperray :** Raconter d'une part comment des centaines de milliers de personnes manifestent dans la rue et pour quelles raisons, raconter d'autre part comment dans de nombreuses villes les violences et les pillages se sont déroulés. L'un n'empêche pas l'autre et l'un n'annule pas l'autre. Il s'agit pour nous de trouver le bon équilibre journalistique par rapport aux faits.

C'est en réalité tout le contraire : l'un annule l'autre dans des proportions telles qu'aucune revendication d'« équilibre » ne résiste à l'observation de l'antenne. Mais le cadre dirigeant de France Télévisions n'en est pas à une facétie près : « *Et surtout*, soutient-il, *nous continuons de donner la parole à ceux qui se mobilisent dans le calme* ». Vraiment ? Sur les trois JT de France 2 observés, cette largesse équivaut à 3 minutes de micros-trottoirs – dont 33 secondes pour n'évoquer que les difficultés à rejoindre un cortège –, éclatées entre une quinzaine d'interlocuteurs ; soit environ 3,5% du temps d'antenne consacré aux manifestations du week-end. Une seule syndicaliste (étudiante) s'exprimera : Elisa Boinet, représentante de la Fage, disposera de 13 secondes pour dénoncer une surenchère sécuritaire… (13h du 18 octobre) À titre de comparaison, on dénombre 5 prises de parole de syndicalistes policiers. Les micros-trottoirs des passants, touristes, commerçants et manifestants sollicités pour commenter les violences sont quant à eux d'une durée deux fois supérieure : 6 minutes et 8 secondes (6,9% de l'antenne). Et qu'on se le dise : dans les deux cas, la valeur informative frôle quasi systématiquement le néant.



Au total, la mobilisation et ses revendications ne seront presque jamais traitées en tant que telles, tantôt parasitées par des commentaires sur « les-violences », tantôt « *traitées sous l'angle […] du "sentiment de gâchis des manifestants"* », comme l'a justement dénoncé la CFDT France Télévisions (19/10). Elles sont en tout cas toujours reléguées en fin de cortège. Au 20h du 18 octobre par exemple, « *il faut attendre plus de 36 minutes pour que France 2 reconnaisse que "les revendications sont toujours là"* », souligne le syndicat. Il en allait de même la veille : alors que le 17 octobre occupe les dix-sept premières minutes du journal, le sujet intitulé « Des centaines de milliers de Français dans la rue » arrive au bout de treize minutes après l'annonce des titres. Dans la plupart des JT observés, le mouvement social et ses mots d'ordre n'apparaissent donc que par bribes, dans des collections de micros-trottoirs et de « sonores » fragmentés que nous avons (généreusement) glanés çà et là pour arriver à une somme dérisoire. Tant et si bien qu'un téléspectateur *lambda* se trouverait dans l'incapacité de restituer les raisons pour lesquelles près d'un million de personnes défilaient ce jour-là partout en France… « en marge » de scènes de chaos, à en croire les JT !

La télégénie du chaos

Accordons-nous néanmoins sur un point avec le médiateur : le « critère arithmétique » ne suffit pas. Voyons donc pour le qualitatif. Et disons-le d'emblée : une partie des journalistes ne partage pas le point de vue de leur hiérarchie. « *Avec [son] édition spéciale "La France sous le choc" [diffusée au 20h du 18 octobre, NDLR], France 2 a franchi un cap que même BFM n'aurait imaginé. Une ligne rouge déontologique. Piétinant […] le contradictoire, la mesure, le traitement des faits, tous les faits.* » Ces mots sont ceux de la CFDT, déplorant une « *spéciale qui tourne en rond* » et, plus généralement, un « *traitement médiatique qui […] fait le lit du RN et de son obsession pour le tout sécuritaire et l'ensauvagement de la France* ». Et de conclure : « *Nous sommes manifestement incapables de voir ce qu'attendent les jeunes des médias et de nous en particulier.* » Si le syndicat avance plusieurs exemples à l'appui de sa critique, le cas du reportage intitulé « Au cœur des violences » (20h du 18/10) concentre à juste titre son indignation, comme celle de la CGT France Télévisions, à l'origine d'un communiqué publié le lendemain (20/10) portant singulièrement sur cette séquence.

D'une durée de 11 minutes et 30 secondes, le sujet est présenté par Laurent Delahousse comme un document d'« *une de nos équipes [qui] était hier en immersion au cœur de cette journée du 17 octobre. Elle a assisté à cette bascule dans cette violence désinhibée au cœur de la capitale* ». « Au cœur de cette journée du 17 octobre »… ou place de la République à Paris ? Montées quasiment sans voix off à la manière d'une longue séquence cinématographique, les images du « documentaire » juxtaposent de manière saccadée des plans d'affrontements et des plans de destructions ; et pour 85,5% d'entre elles, elles ont été tournées sur la place parisienne… ou dans un rayon de 400 mètres autour [2] : l'effet de loupe journalistique est, en effet, particulièrement saisissant. Il l'est même doublement : sur 11 minutes et 30 secondes, 10 minutes et 11 secondes correspondent à des images de violences,

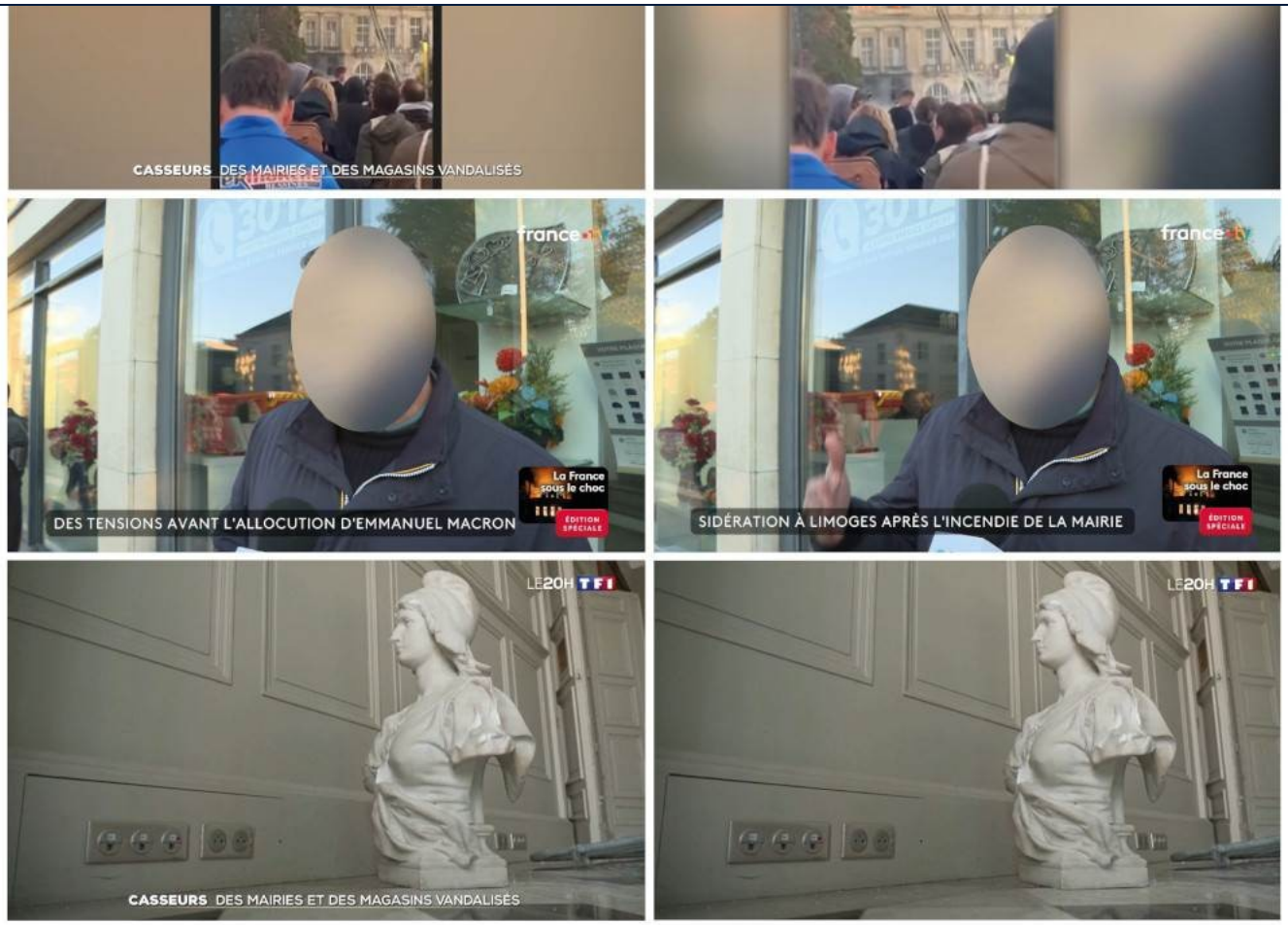
La CGT ne mâche pas ses mots. En plus de dénoncer « *un procédé grossier et malhonnête qui fait honte à la profession* » revenant à diffamer le candidat LFI, le syndicat déplore qu'« *un mouvement social d'ampleur nationale [soit] réduit à un message de haine sans filtre* » et à « *un clip de propagande* ». « *Même une caméra de vidéosurveillance aurait fait mieux* », cingle la CGT, qui conclut en affirmant que « *le 20h fait la démonstration de sa fascination pour la violence* » [3], se « *désolidarise complètement de ce JT de désinformation* », avant d'enfoncer le clou de manière assez inédite avec cet appel final : « *Pour la CGT, toute l'équipe du 20h du 18 octobre a failli et doit démissionner.* » Une reconversion auprès des équipes de Michael Bay semble toutefois à portée de caméra !

Et dire qu'un peu plus tôt, en introduction du sujet intitulé « Les 24 heures qui ont bouleversé le pays » – au cours duquel seulement « *six secondes [ont été] données à une lycéenne qui manifeste* », selon le décompte de la CFDT –, Laurent Delahousse déclarait doctement : « *Alors n'oublions pas que la journée d'hier était d'abord celle d'un rassemblement contre la vie chère réunissant syndicats, étudiants, lycéens avec plus de 550 000 personnes dans les cortèges.* » Un rappel que les journalistes seraient inspirés de s'auto-adresser lors de leurs propres conférences de rédaction.

Ce d'autant que le court-métrage made in France 2 est loin d'être la seule pratique journalistique problématique à l'appui d'un cadrage quasi exclusivement focalisé sur les affrontements, les actes de casse et de vol. Visiblement non repues, les deux rédactions se sont par exemple délectées d'un supplément « violences » en médiatisant les Unes et/ou les images de la presse étrangère, France 2 ayant été jusqu'à sélectionner l'extrait d'un journal télévisé chinois sur le sujet ! Dépourvues là encore de toute épaisseur analytique, ces séquences ne servent que la télégénie du chaos, laquelle fonctionne à plein régime, au rythme où le commerce de la peur fait florès.



Ivres d'un sensationnalisme *low cost*, les deux chaînes n'ont pas hésité non plus à diffuser plusieurs fois les mêmes images et/ou micros-trottoirs au sein d'un seul et même JT. Le 17 octobre par exemple, les téléspectateurs de TF1 ont eu droit à une double ration de l'incendie de la mairie de Limoges et du buste de Marianne au nez égratigné, renversé un peu plus tôt dans la mairie de Marseille. Le lendemain, ceux de France 2 entendront quant à eux deux fois le même témoignage de deux Limougeauds… à seulement quatorze minutes d'intervalle !



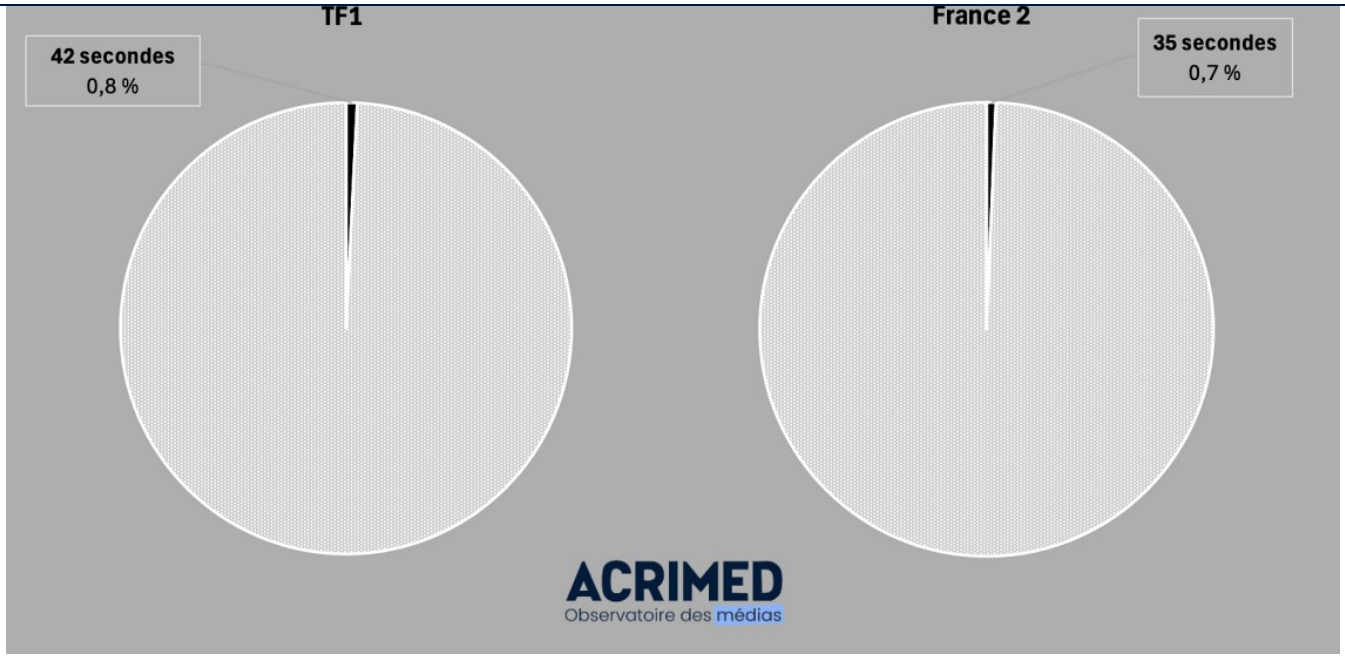
Que les JT s'inspirent toujours davantage des chaînes d'information en continu n'est pas nouveau, mais de là à repasser la même séquence dans le même JT, il y a une marche ! Le 17 octobre toujours, vingt-six minutes après avoir clos le chapitre sur la mobilisation de la journée, Anne-Claire Coudray relance d'un jeton peu après la 41ème minute : « *Avant de refermer cette édition, revenons quelques instants sur les violences […]. On refait un dernier point* ». Pour le plaisir de recycler les mêmes images, agrémentées de légères variations dans le commentaire en voix off. La présentatrice avait du reste prévenu dès son lancement :

> **Anne-Claire Coudray :** Des centaines de casseurs ont pris en otage cette journée de mobilisation, commençant bien avant le départ des cortèges qui, eux, se sont déroulés dans le calme. Contraste saisissant entre ces deux

« *Pour être tout à fait complète*, lancera plus tard la présentatrice sans ironie, *sachez que d'autres manifestations ont eu lieu hier en Europe sur la question du pouvoir d'achat et de la vie chère. À Milan, le rassemblement a dégénéré avec là aussi des pillages, la ville de Bruxelles en Belgique a aussi connu de forts moments de tensions.* » Bref, dans l'univers de TF1, le monde s'embrase sans raison apparente, ou, en tout cas, sans contexte ni revendication qui méritent d'être médiatisés au-devant des rideaux de flammes.

Occultation de la répression

Le dernier constat que nous dégageons est le suivant : si la couverture générale est « tout feu tout flamme » et braquée sur les violences matérielles des « *casseurs* », les violences d'État sont un sujet proprement inexistant. Ou tout comme : sur les 2 heures 56 minutes et 9 secondes ayant porté sur le 17 octobre et ses suites dans les six journaux télévisés que nous avons observés, les rédactions ont consacré seulement 77 secondes aux blessures et aux mutilations infligées par la police à des manifestants ou à de simples passants, évoquées comme telles. Soit 0,73% du temps d'antenne.



Un chiffre sidérant, qui ne correspond évidemment à aucune réalité de terrain [4] tant de très nombreux témoignages, émanant de manifestants, d'élus ou de journalistes, convergent pour raconter la même histoire : une répression d'ampleur dans plusieurs villes, parfois déchaînée et gratuite, qui survint en outre très tôt dans la journée. Lorsqu'elles sont tout de même évoquées, les blessures et mutilations des manifestants sont reléguées à des fins de phrases, des transitions, et ne doivent bien souvent leur médiatisation qu'à l'existence… d'une enquête de l'IGPN. Ainsi, au 20h de TF1 le 17 octobre, une main arrachée à Saint-Étienne vaut 9 secondes d'antenne ; 11 secondes au même moment sur France 2. La chaîne publique progresse de deux secondes le lendemain. Transcription *in extenso* (20h de France 2, 18/10) :

> **Laurent Delahousse :** Autre information après l'enquête de l'IGPN à Saint-Étienne hier après la main arrachée d'un mineur par une grenade, l'Inspection générale de la police a également été saisie après la grave blessure à l'œil d'une manifestante de 17 ans à Mulhouse.

Cette dernière sera éborgnée à vie : l'information était déjà connue, mais

annonce est édifiant : plus de 50 000 pilleurs auraient été dénombrés ». Si Laurent Delahousse ne juge pas nécessaire de donner sa source, il s'agit évidemment du chiffre « édifiant » et néanmoins totalement fantaisiste de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, dont France 2 amplifie la voix sans demander son reste. De quoi plagier une remarque de la CFDT : en définitive, que valent la main arrachée et l'œil en moins de deux adolescents « *face à une Marianne de plâtre qui a perdu son nez ?* »

Et ce pour ne rien dire de cette autre information qui, quoique confirmée par la Préfecture de Paris, n'a pas été jugée digne d'intérêt : un homme est mort le 17 octobre. La presse a fait état de la nouvelle au matin du 18 octobre et celle-ci fut rapportée en ces termes par Leïla Kaddour-Boudadi au 13h de France 2 : « *Et on a appris ce matin qu'un homme était mort hier pendant la manifestation parisienne d'un arrêt cardiorespiratoire. Il aurait fait un malaise boulevard Magenta où passait le cortège autorisé par la Préfecture.* » Sur les six JT observés, ce sera la seule et unique occurrence de cette information. Ou plutôt de cette non-information… Si les éléments sont encore parcellaires à l'heure où nous écrivons ces lignes [5], et si l'on ne saurait reprocher à des journalistes de ne pas médiatiser un événement dont ils ne connaissent pas les tenants et les aboutissants, force est de constater que cette information n'a trouvé place nulle part, pas même dans sa forme minimale : un homme est mort, mais les zones d'ombre autour des circonstances de son décès n'intéressent nullement les journaux télévisés.

***

« *Comment ne pas avoir honte, en tant que salarié·es [de France Télévisions], de ce traitement indigne du moment historique que traverse le pays ?* », demande solennellement le syndicat Sud France Télévisions. Le SNJ-CGT élargit la focale au reste des grands médias, dont les « *choix rédactionnels majoritaires jouent davantage sur le sensationnalisme et la peur que sur la*

connaissance, la SDJ de la rédaction nationale de France Télévisions n'a pour l'instant fait part d'aucune réaction publique. Rien non plus du côté de TF1. Quant aux directions, rédactions en chef et médiateurs des deux chaînes, l'autosatisfecit semble pour l'instant de mise. Et pour cause… Comment, en effet, ne pas rappeler la doctrine journalistique à suivre par temps de crise, que formulaient Élie Cohen et Gérard Grunberg à la veille de l'acte IV des Gilets jaunes, le 7 décembre 2018 ? « *Les journalistes doivent se rappeler qu'ils ne sont pas de simples observateurs mais qu'ils font partie des élites dont le rôle est aussi de préserver le pays du chaos.* »

Pauline Perrenot et **Jérémie Younes**